

les filles adolescentes des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun à propos du conflit et de la pandémie de COVID-19

Le présent rapport est le résultat d'un exercice d'évaluation multisectoriel axé sur les droits et les besoins des adolescents vivant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) du Cameroun, où un violent conflit opposant gouvernement et groupes armés séparatistes et la pandémie de la COVID-19 sévissent et fragilisent la sécurité de ces adolescentes à tous les niveaux et entravent leur accès à l'éducation et aux services de santé. Cette évaluation a fait appel à une gamme de techniques innovantes et d'outils participatifs¹ pour capter les opinions et les expériences des jeunes (filles et garçons). Elle s'est notamment concentrée sur la vie et les expériences des adolescentes qui sont mères, enceintes ou mariées, leur donnant l'occasion d'exprimer leurs préoccupations et leurs opinions. En écoutant les adolescentes et les jeunes femmes vivant dans cette situation de crise complexe, on se rend compte de l'importance d'une approche multisectorielle. La vie n'est pas vécue de manière compartimentée et, dans les régions du NOSO du Cameroun, le conflit et la COVID-19 ont un impact sur tous les aspects de la vie.

« *Demain, je veux être une dirigeante et changer beaucoup de choses qui ne fonctionnent pas bien dans notre pays aujourd'hui.* »

Fille prenant part à l'exercice de visualisation

CONTEXTE

Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun sont plongées dans une crise sociopolitique depuis fin 2016. Environ 3 000 civils ont été tués et la violence a contraint près de 750 000 personnes à fuir leurs habitations, plus de 60 000 réfugiés se trouvant actuellement au Nigeria.² On estime que trois millions de personnes, sur une population de cinq millions, ont été affectées par le conflit.³ L'éducation a été et continue d'être un champ de bataille clé et de nombreuses écoles des régions du NOSO sont fermées depuis le début du conflit : dans les premiers mois de 2021, moins de 30 % des écoles de la région étaient opérationnelles.⁴ L'impact des combats, auxquels s'est ajoutée depuis un an la pandémie de la COVID-19, a conduit à ce qu'environ 1 033 000 enfants soient privés d'éducation.⁵

« *La plupart d'entre nous finissons notre scolarité. Maintenant, nous sommes confrontés à de sérieuses difficultés pour aller à l'école à cause de la guerre. La plupart des filles abandonnent maintenant l'école en raison de grossesses non désirées, de la pauvreté des parents, de l'insécurité à cause des abus sexuels et de la forte augmentation d'attaques perpétrées par des groupes armés.* »

Résultats de Girl Empowerment Star

RÉSULTATS CLÉS

1. NOUS AVONS TOUS PEUR.

Les adolescent-e-s déclarent avoir peur d'aller à l'école et dans les centres de santé en raison de la présence militaire : ils craignent d'être recrutés par des gangs armés, victimes d'arrestations arbitraires, de harcèlement, de balles perdues, et d'autres attaques contre les écoles; Ils craignent la violence sexuelle et les adolescentes ont signalé : « *un viol en raison de la crise où quelqu'un pointe une arme sur votre tête et fait ce qu'il veut* ». ⁶ Les familles ont du mal à se nourrir et les filles les plus âgées sont obligées d'accepter un travail qui les exploite, se livrent à des activités sexuelles présentant des dangers et, dans certains cas, sont obligées de se marier tôt afin d'alléger la pression sur les revenus familiaux : « *parfois vous travaillez dans la ferme d'un homme et avant de vous payer, il voudra coucher avec vous.* »

PARMI LES PERSONNES INTERROGÉES

90% ONT MENTIONNÉ LE MANQUE DE REVENU DE BASE COMME UN FACTEUR D'EXPLOITATION SEXUELLE.



2. L'ÉDUCATION EST PRIMORDIALE.

Les adolescent-e-s comprennent que la poursuite de l'apprentissage, que ce soit à l'école, dans les centres communautaires ou en suivant une formation professionnelle, est le seul moyen de protéger leur avenir.

« *Nous aurions adoré aller à l'école, mais maintenant que les écoles ne fonctionnent plus ici, nous aimerions apprendre des métiers ou des travaux manuels. Nous avons besoin de centres de formation professionnelle... afin de nous former et de nous permettre d'avoir des activités génératrices de revenus en agriculture et élevage d'animaux et aussi de créer de petites entreprises.* »

Filles de 15 à 17 ans participant à l'exercice de visualisation.

1 <https://plan-international.org/publications/adolescent-programming-toolkit>

2 OCHA Cameroon Situation Report – 26 January 2021 <https://reports.unocha.org/en/country/cameroon/>

3 Thematic Report ACAPS 19 February 2021

4 Cameroon: The education crisis in the Northwest and Southwest. Thematic Report ACAPS 19 February 2021

5 NSW Education Cluster April 2020

6 Plan International a vérifié, dans les cas de révélation de violences sexuelle et sexiste, que les survivant(es) aient reçu(e)s une prise en charge par les organisations présentes dans la communauté.

PARMI LES ADOLESCENTES AYANT PARTICIPÉ À L'EXERCICE, DONT CELLES QUI SONT MÈRES, ENCEINTES OU MARIÉES,

75% PRÉFÈRENT POURSUIVRE LEURS ÉTUDES DANS DES CENTRES D'APPRENTISSAGE COMMUNAUTAIRES PROPOSANT UNE ÉDUCATION NON FORMELLE.



Les adolescents, filles et garçons, reconnaissent que la grossesse et la maternité à un jeune âge sont des obstacles à la poursuite des études et soutiennent la reprise d'études de celles qui se trouvent dans cette situation. Ils savent que de nombreux parents ne sont pas favorables à l'éducation des filles et qu'en période de difficultés économiques, ils préfèrent que leurs filles se marient et deviennent la responsabilité de quelqu'un d'autre. « *Certaines sont forcées par leurs parents à se marier tôt parce que leur gendre est un homme riche.* » Surtout, ce qui ressort clairement de l'étude, c'est que, malgré les défis auxquels elles sont confrontées, les filles et les jeunes femmes continuent d'avoir de grandes aspirations.

Une écrasante majorité d'adolescentes prenant part à l'exercice de visualisation a mis en priorité les carrières professionnelles.

3. Il est essentiel **D'AUTONOMISER LES ADOLESCENTES** en leur donnant des informations et des conseils, en particulier sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Elles ont clairement indiqué que, sans connaissances et accès aux ressources de santé, elles ne pourront jamais réaliser leurs aspirations. Outre l'aide professionnelle et le soutien des infirmières, des médecins et des cliniques de santé, les adolescentes soulignent également qu'elles ont besoin de recevoir davantage de conseils de la part de leurs parents. Il a été reconnu que les parents ont besoin de soutien : ils ont besoin d'informations précises sur le sexe et la sexualité et sur les services de santé disponibles ainsi que de savoir comment en parler pour être en mesure de les transmettre à leurs enfants. Autonomiser les adolescentes sur le plan émotionnel et leur fournir des informations concrètes doivent aller de pair avec la reconnaissance de leur désir d'émancipation, d'indépendance financière et d'autodétermination :

« *Je voudrais aller à l'OIC Buea et apprendre à bien cuisiner pour pouvoir trouver un emploi dans un hôtel ou ouvrir mon propre restaurant.* »

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les recommandations qui suivent, formulées par Plan International et s'appuyant sur la consultation des adolescentes, sont adressées au gouvernement du Cameroun, aux États membres des Nations Unies et aux acteurs humanitaires et donateurs. Ceux-ci doivent œuvrer

de concert pour promouvoir la paix, la liberté de vivre à l'abri de la peur, l'accès à l'éducation et l'autonomisation, en particulier pour les adolescentes qui sont mères, enceintes ou mariées.

- **Soutenir** les véritables efforts pour trouver une solution pacifique à la crise et s'engager à soutenir des initiatives de consolidation de la paix inclusives à tous les niveaux, qui incluent la représentation et la participation active des adolescentes et des jeunes femmes.
- **Déclarer et maintenir** un cessez-le-feu dans les régions du NOSO du Cameroun et garantir un accès sûr aux zones et aux populations affectées nécessitant une aide humanitaire et une protection.
- **Accroître** les efforts pour réduire la violence, en particulier la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG) à l'égard des adolescentes. Cela comprend la lutte contre les causes profondes grâce à la sensibilisation des familles et des communautés. Veiller à ce que des services de réponse à la VSBG de qualité soient disponibles et accessibles en toute sécurité à toutes les adolescentes et jeunes femmes
- **Renforcer** les mesures concrètes pour prévenir les attaques contre les écoles et structures d'enseignement, les étudiant(e)s et les enseignant(e)s : en reconnaissant et en tenant compte des dimensions sexospécifiques des attaques contre l'éducation.
- **Prendre** toutes les mesures nécessaires pour éliminer les obstacles à l'éducation des adolescents filles et garçons déscolarisés, en particulier les mères adolescentes et les filles enceintes. Renforcer les capacités des centres d'apprentissage communautaires pour offrir des possibilités d'apprentissage non formel sûres, souples et pertinentes, y compris des compétences de la vie courante, une éducation sexuelle complète, une formation professionnelle et une éducation accélérée.
- **S'attaquer** aux facteurs économiques de l'exploitation sexuelle, du mariage des enfants et du travail des enfants, en promouvant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des familles, ainsi que la formation professionnelle, les activités génératrices de revenus et le travail décent pour les adolescentes (plus âgées) et les jeunes mères ; autonomiser les adolescent(e)s en leur donnant des compétences de la vie courante, des informations et un accès aux services.